La montée de l'innovation sociale

The Rise of Social Innovation

Paul Leduc Browne

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/quaderni/980>

DOI : 10.4000/quaderni.980

ISSN : 2105-2956

Éditeur

Les éditions de la Maison des sciences de l'Homme

Édition imprimée

Date de publication : 5 mai 2016

Pagination : 55-66

Référence électronique

Paul Leduc Browne, « La montée de l'innovation sociale », *Quaderni* [En ligne], 90 | Printemps 2016, mis en ligne le 05 mai 2018, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/quaderni/980> ; DOI : 10.4000/quaderni.980

La montée de l'innovation sociale

Paul
Leduc Browne

*Centre de recherche
sur les innovations sociales*

Si l'expression « innovation sociale » existe depuis plus de deux siècles, elle connaît depuis vingt-cinq ans une montée remarquable. Malgré son usage de plus en plus répandu dans les milieux scientifiques et politiques, son sens reste encore souvent flou. Cet article esquisse une interprétation à la fois de la montée de l'innovation sociale et de la fonction qu'elle a exercée dans la recherche en sciences sociales, en l'illustrant par le cas d'un programme de recherche. L'article offre en conclusion un bref aperçu des enjeux actuels de la réflexion sur l'innovation sociale.

Le moment de l'innovation sociale

Figure clé de la modernité occidentale, l'innovation incarna la répudiation de la tradition, l'ouverture vers l'avenir, l'émergence d'une conscience nouvelle de l'historicité du monde et de l'être humain. Texte programmatique, le *Manifeste du Parti communiste* la situa dans le double mouvement vers le progrès de l'accumulation capitaliste et de la révolution prolétarienne : l'incessante quête de nouvelles occasions de profit nourrit d'un côté un processus de constante modernisation, bouleversant sans arrêt tous les rapports sociaux, toutes les conditions de vie, toutes les pratiques et toutes les institutions ; de leur côté, les mouvements socialistes et communistes, eux-mêmes les rejetons du capitalisme, promirent de mettre ce dynamisme productif et émancipateur au service non seulement de la minorité des exploités, mais de tous les producteurs associés dans la liberté et l'égalité. Pour citer M. Callon : « *Innovez, innovez, c'est la loi et les prophètes* » : ainsi pourrait être paraphrasée la célèbre apostrophe lancée par

Marx aux entrepreneurs anglais du XIX^e siècle. »¹
L'innovation n'est pas qu'une idée moderne ; elle est l'idée moderne par excellence.

Le progrès technique et le progrès politique, tous deux se présentant comme la clé du progrès socioéconomique, ont sans doute compté parmi les figures dominantes du progrès au XX^e siècle, promettant l'amélioration des conditions de vie et de travail par l'innovation technique incessante, ainsi que l'extension et l'approfondissement de la liberté, de l'égalité, de la sécurité et de la justice par l'innovation politique sous forme notamment d'institutions démocratiques. L'union de ces deux formes d'innovation dans les projets démocratiques et socialistes a marqué l'histoire au XX^e siècle.

La modernité, en tant que vision du monde et caractérisation de la réalité sociale, est elle-même une innovation des XVIII^e et XIX^e siècles. Elle se signale par une rupture dans la conception du temps des sociétés. Koselleck l'illustre en contrastant deux déclarations, l'une de Luther, l'autre de Robespierre.² Tous les deux évoquent l'accélération du temps, mais Luther l'explique en invoquant l'imminence de la fin des temps, où la volonté de Dieu sera exaucée, alors que Robespierre l'associe à l'ouverture du temps à l'expression de la libre action humaine mue par la raison. À la structure eschatologique de la conception chrétienne médiévale du temps se substitue la centralité du Progrès se réalisant dans l'immanence de l'histoire humaine à travers des processus continuels d'innovation, de transformation révolutionnaire du monde.

Or, cette « modernité » est porteuse de crises.

L'auto-renouvellement du capital, la création de la valeur, exige la destruction constante de valeurs d'usage, de formes organisationnelles et institutionnelles, et d'êtres humains. Comme le fait remarquer H. Nowotny³, l'accélération du procès d'innovation entraîne une augmentation des déchets, du gaspillage. Le revers du défi de l'innovation est la gestion des déchets : matériel périmé, institutions et organisations sclérotiques, corps humains souffrants, malades ou morts. La « destruction créatrice » célébrée par Schumpeter a un prix.

Dans le contexte d'une économie mondiale de marché où les décisions économiques ne sont pas planifiées collectivement ou en fonction de la justice, mais plutôt selon les intérêts des acteurs individuels, tous ces effets négatifs de l'innovation et de l'accumulation représentent des « externalités ». L'attention des producteurs, des consommateurs et des milieux politiques est dirigée vers l'immédiat, le court terme. L'avenir est certes ouvert – mais tout n'est pas possible. Les décisions prises dans le passé et le présent ouvrent des pistes possibles mais en ferment d'autres. Toute détermination est une négation. Si l'innovation nous précipite de plus en plus rapidement vers l'avenir, elle en réduit du même coup les potentialités. L'action humaine ne se déroule pas que dans le passé ou le présent, mais affecte aussi l'avenir, en lui léguant des environnements sociaux et naturels : villes, campagnes, institutions, organisations, organismes génétiquement modifiés, montagnes et mers de déchets. L'avenir, colonisé, prend de plus en plus la forme d'une simple continuation du présent.

Parallèles à ces contradictions socio-écologiques

engendrées par l'accumulation et l'innovation capitalistes, il y a bien entendu les luttes politiques découlant du procès d'accumulation : guerres, révolutions, etc. Au XX^e siècle, le nationalisme et le socialisme ont monopolisé une énorme partie des ressources symboliques de l'espoir dans le progrès. Leurs échecs et les horreurs auxquelles ils ont souvent été associés, ont énormément affaibli cet espoir. La croyance au progrès et le sens de l'historicité en ont été profondément ébranlés.

Ces crises de la modernité sont liées à la transformation de la conscience historique associée à la « postmodernité ». F. Jameson définit le concept du postmodernisme comme « *une tentative de penser le présent de manière historique à une époque qui a déjà oublié comment penser historiquement* ». ⁴ Sous l'effet de ces tendances – colonisation de l'avenir par la somme des actions individuelles dans le cadre du capitalisme, disparition apparente de toute solution de rechange – on ne voit plus que le présent s'étendant vers un horizon qui semble se rapprocher de plus en plus : l'avenir a été, selon l'expression reprise par E. Altvater, *défuturisé*. ⁵ L'innovation a beau être le moteur du capitalisme ; celui-ci est sans doute ouvert à l'avenir – sauf que « *tout ce qui pourrait exister a dans un sens déjà existé* ». ⁶

C'est ce contexte qui a vu la montée de la notion de l'innovation *sociale*. Dans la foulée du postmodernisme et de la consolidation mondiale du capitalisme néolibéral comme système unique, beaucoup de chercheurs et de militants s'intéressant au changement social ont épousé un nouvel agnosticisme, mettant de côté les stratégies de transformation historique à l'échelle globale qui

avaient préoccupé les XIX^e et XX^e siècles, pour penser l'action d'amélioration des conditions de vie et de travail aux échelles micro et méso-sociales. La montée de l'innovation sociale fait écho à la fragmentation des récits d'oppression et de résistance, à la fermeture de toute perspective d'émancipation globale, à la problématique des nouveaux mouvements sociaux qui traduit de nouvelles formes de construction identitaire, de mobilisation des intérêts et d'action collective dans le contexte d'un éclatement de la conscience historique.

Selon B. Godin, la montée récente de l'innovation sociale constituerait une réaction à l'hégémonie de l'innovation technologique. ⁷ Il se pourrait en effet qu'il en soit ainsi, mais on peut également y voir une réponse de milieux intellectuels progressistes à la crise des « grands récits » de la gauche dans les années 1990. Les années 1980 et 1990 virent l'effondrement de mouvements et d'espoirs investis dans des projets de transformation totale des sociétés sur le modèle des révolutions russe ou chinoise. Le triomphe du néolibéralisme un peu partout (on pense notamment aux pays de l'ancien Bloc soviétique) ne signifia toutefois pas la disparition de tout projet ou de tout imaginaire d'inspiration contraire. Du Greater London Council au début des années 1980 au Royaume-Uni, à la montée de l'économie sociale et solidaire dans les années 2000, en passant par les mouvements anti- et altermondialistes, le Mouvement des paysans sans terre au Brésil, le mouvement zapatiste au Mexique, les forums sociaux mondiaux ou les budgets participatifs, on ne manque pas d'exemples de l'émergence de nouveaux projets « *post-social-démocratiques* » ⁸ de transformation des sociétés par une myriade

d'innovations sociales émanant de la base. Ces réponses diverses aux manifestations du néolibéralisme dans plusieurs pays à des moments différents n'incarnèrent pas un modèle nouveau ou unique de transformation sociale, mais représentèrent sans doute une période de transition, où de plus en plus de groupes et d'individus cherchaient de nouvelles manières de changer leurs conditions de vie et de travail, sans pour autant prétendre proposer les « meilleures pratiques » ou une nouvelle orthodoxie.

Une pratique en quête d'une théorie ?

L'innovation sociale n'est pas une innovation terminologique récente : elle remonte au XIX^e siècle et son usage précède même celui du concept d'innovation technologique, beaucoup plus répandu depuis quelques décennies.⁹ Longtemps entachée d'associations péjoratives aux réformateurs, radicaux et révolutionnaires, soupçonnés d'utopisme et parfois de violence,¹⁰ l'expression « innovation sociale » a fini par acquérir une réputation positive. Ce n'est toutefois que depuis un quart de siècle qu'elle a vraiment cessé d'être utilisée seulement par des chercheurs isolés et qu'elle est devenue l'objet de centres et de programmes de recherche, de chaires universitaires et de revues scientifiques, de subventions de recherche et de publications d'organisations internationales – sans parler de politiques et de programmes publics dans plusieurs États.

Lorsqu'on essaye de spécifier le caractère distinct d'un nouveau concept ou d'un nouveau paradigme et d'en établir la légitimité, il n'est pas inusité de tenter de l'inscrire dans une tradition,

tout en soulignant ce qu'il apporte de nouveau. Il n'en va pas autrement de l'idée de l'innovation sociale, dont certains ont par exemple cherché l'ascendance chez J. Schumpeter, M. Weber ou d'autres illustres précurseurs.¹¹ Or, s'il est vrai que l'idée de l'innovation sociale n'est pas nouvelle, si l'on peut trouver le terme « innovations sociales » chez V. Considérant¹² ou « invention sociale » chez M. Weber, ou si la théorie de l'innovation de Schumpeter peut offrir des pistes de réflexion au sujet de l'innovation sociale¹³, il n'en reste pas moins que l'« innovation sociale » n'est devenue une notion courante et répandue que depuis les années 1990.¹⁴

Malgré sa popularité, l'innovation sociale donne encore souvent l'impression d'être une notion qui se cherche, une pratique en quête d'une théorie, un programme d'action qu'il s'agirait de nommer. Comme le discours au sujet de l'économie sociale, avec lequel il a souvent été associé, le discours de l'innovation sociale a occupé l'espace flou entre les définitions descriptives et les positions normatives, entre les déclarations bureaucratiques et les postures militantes, entre le programme politique et le programme de recherche. Enjeux et fruits de recherches-actions et de recherches participatives implantées dans des milieux sociaux et suscitant l'essor de mouvements de concertation et de revendication, les notions d'innovation sociale se sont souvent définies de manière lapidaire, dans un langage accessible et en fonction d'attributs tels que la résolution de problèmes, la satisfaction des besoins, l'efficacité et la nouveauté des pratiques, la concertation entre acteurs, la valeur sociale, ainsi que l'enracinement communautaire et local. Les définitions, par la suite reprises par des

organes étatiques, furent à la fois l'œuvre d'universitaires impliqués dans les milieux de pratique et de praticiens cherchant à énoncer et diffuser leurs activités. Comme ce fut le cas aussi de l'économie sociale et de l'entrepreneuriat social, les États ont mobilisé l'innovation sociale comme une manière de gérer sur les plans politique et rhétorique les crises sociales accompagnant la restructuration néolibérale des régimes providentiels.

On retrouve dans les nombreuses définitions et caractérisations de l'innovation sociale plusieurs éléments récurrents.

- L'innovation sociale donnerait lieu à de nouvelles solutions à de nouveaux ou anciens problèmes sociaux ; elle bonifierait d'anciennes solutions ou les diffuserait davantage. Ainsi, Mulgan et ses coauteurs définissent l'innovation sociale comme « *des idées nouvelles qui sont efficaces dans la réalisation de finalités sociales* », ou tout simplement comme « *de nouvelles idées qui marchent* ». ¹⁵ Selon Harrisson et Vézina, l'innovation sociale consisterait en « *de nouvelles pratiques, procédures, règles, approches ou institutions introduites en vue d'améliorer les performances économiques et sociales, de résoudre un problème important pour les acteurs sociaux et/ou de combler un déficit de régulation et de coordination* ». ¹⁶

- L'innovation sociale se distinguerait de l'ingéniosité sociale (*social ingenuity*) en ce qu'elle donnerait lieu à de nouvelles solutions – de nouveaux instruments, rapports, pratiques, manières de faire ¹⁷ ; et, contrairement à l'invention sociale, l'innovation sociale impliquerait la diffusion de

ces approches novatrices. ¹⁸

- L'innovation sociale passerait par la concertation, le travail en réseau, la création de coalitions, la réalisation de collaborations inédites. Selon Harrisson et Vézina, elle résulterait d'une « *coordination entre les acteurs sociaux* », d'« *associations inédites* » entre eux, qui engendreraient le développement et la réforme de services en vue de l'amélioration de la qualité de vie des collectivités. ¹⁹ L'innovation sociale émergerait principalement de la société civile ²⁰ et recèlerait un grand potentiel de démocratisation des sociétés. La configuration et l'orientation de l'État l'affecteraient, mais l'innovation sociale serait le produit de nouveaux réseaux sociaux formés par la concertation d'individus en rupture avec les réseaux et les rapports existants. ²¹

- L'innovation sociale viserait l'amélioration des conditions de vie, surtout d'individus et de collectivités subalternes, minorisés, opprimés ; elle susciterait le développement des capacités et serait motivée par un souci de justice sociale. Selon le Stanford Center for Social Innovation, « *une innovation sociale est une solution inédite à un problème social, une solution plus efficace, plus efficace, plus durable, ou plus équitable que les solutions courantes. La valeur ainsi créée revient principalement à la société, plutôt qu'à des individus privés* ». ²² Selon le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada : « *Elle peut donner lieu à des solutions plus efficaces, justes et durables à des problèmes sociaux complexes. Elle vise à produire des avantages pour l'ensemble de la société et non pour certaines personnes seulement; elle accroît la capacité des collectivités à agir ensemble et elle favorise*

l'élaboration de solutions innovantes pour accélérer l'innovation technologique. »²³

Comme listes d'attributs et de fonctions, les définitions alignant de tels éléments offrent des descriptions partielles, mais pas vraiment le *concept* de l'innovation sociale. Dans leur généralité, elles englobent des phénomènes hétérogènes, de sorte qu'on pourrait se penser dans une nuit où toutes les vaches sont noires. Il ne faudrait pourtant pas juger de la pertinence des travaux sur l'innovation sociale sur la base de telles définitions, car celles-ci ne traduisent pas l'ampleur ou la profondeur de l'engagement scientifique que représentent ceux-là. Définir de manière succincte l'innovation sociale à la manière de Mulgan, comme « *des nouvelles idées qui marchent* », convient très bien dans des textes qui s'inscrivent dans des démarches pratiques de changement social et visent un large public.²⁴ La section suivante illustrera très brièvement la productivité qu'ont pu démontrer des programmes de recherche construits autour de théorisations encore incomplètes de l'innovation sociale et comment ils ont pu constituer une réponse féconde à la conjoncture historique de leur émergence.

L'innovation sociale comme programme de recherche

La notion de l'innovation sociale ne relève pas d'une seule théorie ou définition ; elle renvoie à une pluralité de représentations et de tentatives de conceptualisation dans le cadre de plusieurs disciplines et traditions théoriques. Hétérogènes et sans doute impossibles à réconcilier dans leur ensemble, ces travaux sont fréquemment associés

à des projets sociaux et politiques et ont souvent une forte composante normative. Lorsqu'on envisage la question du point de vue de la pratique même de la recherche, on peut toutefois affirmer que le recours à la notion d'innovation sociale dans les années 1980 et 1990 fut une mesure judicieuse. Au Québec, par exemple, les échecs du camp souverainiste lors des référendums de 1980 et 1995, ainsi que la sclérose des tendances althussériennes et l'essoufflement des courants marxistes-léninistes, marquèrent fortement les sciences sociales. Un programme de recherche sur l'innovation sociale, tel que développé par le Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES)²⁵, permit de faire table rase de pas mal de bric à brac intellectuel et politique, insuffla une nouvelle énergie dans la recherche et, à partir d'un engagement commun envers la recherche en équipe, en partenariat avec des acteurs de la société civile, servit de tremplin pour d'autres programmes de recherche et de nouvelles compréhensions du social. Parler d'innovation sociale indiquait un engagement commun envers l'amélioration des conditions de vie et de travail, tout en ouvrant la perspective d'une construction commune de ce que pourrait être cette amélioration, en rupture avec des discours qui se prétendaient radicaux, mais ne semblaient plus être porteurs d'avenir.

Un programme de recherche sur l'innovation sociale permettait d'incorporer des études sur un large éventail de sujets²⁶ et de produire un grand nombre d'études de cas, ainsi qu'une quantité croissante de recherches ancrées dans une perspective de *middle-range theory*. Actionnalistes et fonctionnalistes, institutionnalistes et interactionnistes, régulationnistes et convention-

nalistes se côtoyèrent dans l'effort de construire de nouvelles compréhensions de l'innovation sociale. Parmi les sources théoriques figurèrent autant Schumpeter que Touraine, Giddens que Commons, Granovetter que Parsons, Polanyi que Lipietz. C'est dire qu'on put se débarrasser de certaines œillères, décroisonner la pensée d'une certaine manière, établir de nouveaux liens et ouvrir de nouvelles perspectives. On put ainsi rompre avec des courants, des écoles, des approches et des polémiques qui ne semblaient aller nulle part (comme le structuralisme et un certain marxisme, qui s'étaient épuisés au Québec pendant les années 1970) et rassembler un groupe de chercheurs désireux d'explorer de nouvelles pistes de recherche partenariale. Plusieurs générations d'intellectuels engagés purent ainsi se frayer une voie entre un militantisme idéologique stérile et une tour d'ivoire sans lien avec les acteurs dans les entreprises, les syndicats et l'économie sociale.

La pratique de la recherche parmi la plupart des chercheurs en innovation sociale se situe dans le *Mode 2*²⁷ – c'est-à-dire une pratique de la recherche interdisciplinaire, centrée sur des problèmes (plutôt que sur l'avancement d'une discipline), orientée par le contexte social (plutôt qu'initiée par le chercheur individuel), et menée en partenariat avec des acteurs de la société civile. Des chercheurs associés au courant de l'innovation sociale ont participé par exemple à l'essor d'une nouvelle économie sociale au Québec et à des tendances de renouveau du syndicalisme. Ils ont identifié au cœur de toutes ces initiatives des processus innovateurs de concertation et de partenariat et certains d'entre eux ont cherché à les synthétiser dans des esquisses programma-

tiques d'un nouveau « Modèle québécois » de développement et d'innovation sociale.²⁸

Si on a exploré certaines divergences théoriques au CRISES – par exemple quant à l'École de la régulation, ou à l'explication de l'innovation organisationnelle à la lumière des théories du choix rationnel ou des théories institutionnalistes historiques – on s'est assez peu penché sur certaines autres questions. On pourrait citer le contraste entre l'accent mis sur la concertation et le partenariat et le silence relatif quant aux divisions de classe et de genre ou l'absence d'une réflexion critique en profondeur sur la nature et le rôle de l'État. On pourrait surtout souligner combien il s'est avéré difficile de dépasser la myriade des études de cas et de formuler un discours commun de l'innovation sociale au-delà de généralités abstraites. L'euphémisation de certains sujets a sans doute été une des conditions pour que ce centre accueille des personnes affiliées à des traditions théoriques, des disciplines et des visions politiques différentes, et leur permette de travailler ensemble de manière conviviale et productive – mais elle impose aussi une certaine limite au potentiel de réalisation du programme de recherche. Après des années de travail, la synthèse théorique générale est encore en chantier.

Or, les conditions qui ont donné naissance au projet et lui ont donné tout son sens ont changé. Ces conditions et le projet lui-même ont été profondément remis en question depuis quelques années par la politique néolibérale radicale des actuels gouvernements canadien et québécois, qui s'attaquent aux fondements non seulement du modèle québécois postulé au CRISES, mais même aux acquis du modèle québécois issu

des années 1960. Cette conjoncture appelle un renouveau théorique et pratique. Dans le souci de l'amélioration ponctuelle et locale dans un monde où les voies de changements plus vastes étaient non seulement obscures mais apparemment trop périlleuses, on a substitué il y a vingt ans les impératifs de la cohésion sociale, de l'inclusion et de la participation à ceux de la lutte des classes, de la résistance et du changement radical. Aujourd'hui, dans la nouvelle phase, beaucoup plus dure, du néolibéralisme, les idées et les revendications d'il y a vingt ans semblent impossibles à réaliser et des politiques sérieusement envisagées dans les années 1960 (comme la gratuité des études universitaires) sont reçues par l'État comme des revendications folles ou révolutionnaires. Des mouvements de contestation de masse, tels qu'on n'en avait pas vus depuis des décennies, font leur apparition un peu partout. Il est sans doute temps de renouveler la réflexion sur l'innovation et la transformation sociales.²⁹

L'innovation sociale comme idéologie et utopie

Les idéologies socialistes et communistes présentaient un récit épique de la transformation de la totalité sur le temps long, mais versaient trop souvent dans la fiction. Beaucoup de travaux sur l'innovation sociale ont réalisé des portraits attrayants du changement microsocial, mais souvent sans établir de lien clair avec les contradictions au niveau de la totalité (d'ailleurs, nombre de ceux qui réfléchissent à l'innovation sociale répudieraient sans doute la notion même de totalité). Beaucoup de ces récits racontent les actions sur un temps court d'un petit nombre d'individus et, en particulier, du catalyseur du changement (entrepreneur, animateur commu-

nautaire, coopérateur, etc.). Si le socialisme se voulait épique, le genre littéraire qui correspond à ce type de récit de l'innovation sociale est sans doute la *nouvelle*.

Il y a toutefois un autre genre littéraire dont certains discours sur l'innovation sociale se rapprochent : l'utopie. Alors que chez plusieurs auteurs l'innovation sociale fait figure d'approche modeste, sérieuse et responsable (par rapport, notamment, aux extravagances de modèles de changement global tels que le marxisme-léninisme ou le néolibéralisme), chez d'autres on peut déceler des formes renouvelées de l'utopie moderne de l'insoumission et de l'affirmation de soi, qui passent par des modes inédits de participation et de mobilisation, de créativité et d'hybridation des logiques d'action.³⁰

La montée de l'innovation sociale correspond à une période historique qui a vu une propagation remarquable à l'échelle internationale d'un certain idéal de la citoyenneté, axé sur un égalitarisme en termes de statut et de droits (sinon de fortune et de condition) et sur la participation. L'innovation sociale comme projet théorique et pratique est un avatar de cette explosion de la culture de la participation. La négation de la déférence qui caractérisait les grands libéraux des XVIII^e et XIX^e siècles (Paine, Thoreau) devient désormais de plus en plus l'héritage commun de chacune et de chacun à travers le monde et cela de manière pratique et concrète lorsque la participation devient véritablement possible. Cet héritage est menacé par des discours populistes et extrémistes et par l'ascension dans bien des pays de mouvements et de partis autoritaires qui attisent et exploitent la xénophobie, la misogynie

et l'homophobie.

Si la conscience historique s'est transformée, l'histoire n'en a pas été abolie pour autant. Beaucoup de cadres de réflexion et d'analyse ont été construits dans les années 1990 et 2000 sur la prémisse de l'impossibilité du socialisme et de la permanence du capitalisme. Dans ce sens, ils ont intériorisé le néolibéralisme. Mais le capitalisme aujourd'hui est en crise au niveau mondial. Si les voies en restent obscures, le sentiment se propage un peu partout qu'on ne sortira pas de cette crise sans une transformation sociale globale. Sans tomber dans les excès dogmatiques « révolutionnaires » d'antan, il faut renouveler la réflexion sur le changement social, en prenant garde de ne pas se réfugier derrière une sorte de ligne Maginot théorique qui rend inapte à repenser l'histoire dans son ouverture et son dynamisme.

véritables transformations dans les rapports de pouvoir qui structurent les sociétés. Cela laisse entrevoir que le moment de l'innovation sociale est loin d'être terminé.

Tout en nous sommant de participer à ce renouveau, les directeurs de l'*International Handbook on Social Innovation* notent avec optimisme que l'innovation sociale représente une conscience partagée qui traverse tous les continents, tous les lieux où les conditions de vie ont été affectées par des tendances sociales, politiques, économiques ou écologiques – conscience commune qui concerne la nature des problèmes qui confrontent l'humanité, ainsi que les manières de les envisager, à savoir la transformation des structures de gouvernance, des rapports sociaux et économiques, ainsi que l'*empowerment* collectif.³¹ L'innovation sociale dans cette optique n'est plus définie comme une idée, une pratique ou une manière de faire qui répond à un besoin, mais plutôt comme l'innovation au sein des rapports sociaux, c'est-à-dire comme l'amorce de

N · O · T · E · S

1. « Accumulez, accumulez ! C'est la loi et les prophètes ! » K. Marx, *Le Capital*, Livre premier, VII^e section, <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-I/kmcapi-24-3.htm>, consulté le 1^{er} octobre 2015. M. Callon, « L'innovation technologique et ses mythes », *Gérer et comprendre*, n° 34, mars 1995, p. 5.

2. R. Koselleck, *Le futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 1990.

3. H. Nowotny, *Time. The Modern and Postmodern Experience*, Cambridge, Polity Press, 1994.

4. F. Jameson, *Postmodernism or, The Cultural Logic of Late Capitalism*, Durham, Duke University Press, 1991, p. ix.

5. E. Altwater et B. Mahnkopf, *Grenzen der Globalisierung. Ökonomie, Ökologie und Politik in der Weltgesellschaft*, 6^e édition, Münster, Westfälisches Dampfboot, p. 99-100 ; B. Adam, *Time and Social Theory*, Cambridge, Polity, 1990, pp. 140-141.

6. I. Mészáros, *Beyond Capital*, Londres, Merlin Press, 1995, p. 106.

7. B. Godin, *Social Innovation: Utopias of Innovation from c.1830 to the Present*, Project on the Intellectual History of Innovation, Working Paper No. 11, 2012.

8. P.L. Browne, « Post-Social-Democracy or the Dialectic of the Social Economy », dans D. Broad et W. Antony (dir.), *Citizens or Consumers? Social Policy in a Market Society*, Halifax, Fernwood Publishing, 1999.

9. Godin, *op.cit.*

10. Godin cite par exemple un article de l'*Encyclopedia Britannica* de 1888 selon lequel le communisme consisterait en ces « programmes d'innovation sociale qui ont leur point de départ dans la tentative de renverser l'institution de la propriété privée ».

11. Par exemple F. Moulaert, D. MacCallum et J. Hillier, « Social Innovation : Intuition, Precept, Concept, Theory and Practice », in F. Moulaert, D. MacCallum, A. Mehmood et A. Hamdouch (dir.), *The International Handbook on Social Innovation. Collective Action, Social Learning and Transdisciplinary Research*, Cheltenham, Edward Elgar, 2013, pp. 15-17.

12. On retrouve le terme « innovation sociale » chez les fouriéristes, dont V. Considérant, qui utilisait par exemple l'expression « innovations sociales » en 1834 dans son ouvrage *Destinée sociale*. Cf. son « Idée d'une société parfaite », in G.M. Bravo, *Les socialistes avant Marx*, tome I, Paris, Maspero, 1970, p. 209.

13. Cf. par exemple D. Harrisson, « L'innovation sociale et l'entrepreneur schumpétérien : deux lectures théoriques », *Revue interventions économiques*, n° 45, 2012, <http://interventionseconomiques.revues.org/1710#tocto1n5>, consulté le 28 septembre 2015.

14. Comme le notent d'ailleurs Moulaert, MacCallum et Hillier, *op.cit.*, p. 13.

15. G. Mulgan *et al.*, *Social Silicon Valleys. A Manifesto for Social Innovation : What It Is, Why It Matters and How It Can Be Accelerated*, Londres, The Young Foundation, 2006, p. 9.

16. D. Harrisson et M. Vézina, « L'innovation sociale : une introduction », *Annals of Public and Cooperative Economics*, vol. 77, n° 2, 2006, 130.

17. T. Homer-Dixon, *The Ingenuity Gap*, Toronto, Vintage Canada, 2001.

18. Godin, *op.cit.*

19. Harrisson et Vézina, *op.cit.*, p. 130.

20. Harrisson et Vézina, *op.cit.* Pour une définition de l'innovation sociale qui met l'accent sur son caractère « bottom up », cf. « What is social innovation and why is it part of the White House? », *About SICP – The Community Solutions Agenda*, Office of Social Innovation and Civic Participation, The White House, <https://www.whitehouse.gov/administration/eop/sicp/>

[about](#), consulté le 28 septembre 2015. Si ce bureau a été créé par Barack Obama, on sait que la culture du *self help* et des initiatives sociales et économiques venant de l'implication des gens ordinaires est très ancienne aux États-Unis.

21. Harrisson et Vézina, *op.cit.*, p. 130. Cette vision est tributaire de l'intérêt exprimé dans de nombreux ouvrages des années 1980 et 1990 pour la cohésion sociale, le capital social, l'association, la société civile et les réseaux sociaux. Cf. par exemple M. Castells, *The Rise of the Network Society*, Vol. 1, Oxford, Blackwell, 1996 ; J.-L. Laville et al., *Association, démocratie et société civile*, Paris, La découverte/M.A.U.S.S./C.R.I.D.A., 2001 ; R.D. Putnam, *Bowling Alone. The Collapse and Revival of American Community*, New York, Simon & Schuster, 2000 ; J.L. Cohen et A. Arato, *Civil Society and Political Theory*, Cambridge, Mass., MIT Press, 1992 ; P. Hirst, *Associative Democracy. New Forms of Economic and Social Governance*, Amherst, University of Massachusetts Press, 1994 ; J. Keane (dir.), *Civil Society and the State. New European Perspectives*, Londres, Verso, 1988.

22. « Defining Social Innovation », Center for Social Innovation, Stanford University Graduate School of Business, <http://www.gsb.stanford.edu/faculty-research/centers-initiatives/csi/defining-social-innovation>.

23. « Fonds d'innovation sociale destiné aux communautés et aux collègues », Conseil de recherche en sciences humaines du Canada, http://www.sshrc-crsh.gc.ca/funding-financement/programs-programmes/social_innovation-innovation_sociale-fra.aspx, consulté le 28 septembre 2015.

24. « La seule définition réelle est le développement de la chose même, mais ce développement n'est plus une définition. [...] Par contre, pour l'usage courant, un bref exposé des caractères les plus généraux [...] peut être souvent utile, voire nécessaire, et cela ne peut pas

nuire si on ne demande pas plus à cet exposé qu'il ne peut énoncer. » (F. Engels, *Anti-Dühring*, 3^e édition, Paris, Éditions sociales, 1973, p. 391.) Comprendre l'innovation sociale dans une perspective scientifique exige un tour d'horizon d'une foule de travaux. Dans cet esprit, on peut considérer l'ouvrage de 500 pages de Moulaert, MacCallum, Mehmood et Hamdouch, *op.cit.*, comme étant dans son ensemble un projet de définition de l'innovation sociale.

25. Fondé en 1986 par B. Lévesque et P. Bélanger du Département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal, le CRISES est aujourd'hui un regroupement stratégique de plus de soixante-quinze chercheurs affiliés à treize universités canadiennes (dont onze au Québec). Cf. www.crisis.uqam.ca.

26. Entre autres les systèmes locaux et nationaux de production, le syndicalisme, les rapports sociaux au sein des entreprises, les innovations organisationnelles, la démocratisation de l'économie, le développement local, l'économie sociale, les coopératives, les fonds de développement au Québec, les services de proximité, les soins de santé, le logement social, la pauvreté, l'histoire des régimes providentiels, le commerce équitable.

27. M. Gibbons, C. Limoges, H. Nowotny, P. Scott, S. Schwartzmann et M. Trow, *The New Production of Knowledge : The Dynamics of Science and Research in Contemporary Societies*, Londres, Sage, 1994.

28. Qu'ils opposaient au modèle québécois de développement fordiste inauguré par la « Révolution tranquille » au Québec dans les années 1960. Cf. B. Lévesque, *Le modèle québécois : un horizon théorique pour la recherche, une porte d'entrée pour un projet de société ?* Montréal, CRISES, 2001, p. 7, <http://crises.uqam.ca/upload/files/publications/etudes-theoriques/ET0105.pdf> (consulté le 28 septembre 2015) ; et J.-L. Klein, J.-M. Fontan, D. Harrisson et B. Lévesque, « L'innovation sociale dans le contexte du « modèle québécois ». Acteurs, composantes et

principaux défis », in B. Lévesque, J.-M. Fontan et J.-L. Klein (dir.), *L'innovation sociale. Les marches d'une construction théorique et pratique*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2014, pp. 303-313. Il faut noter que ces auteurs ne parlaient pas d'un « modèle » parce qu'ils voulaient l'imposer à d'autres, mais bien parce qu'ils souhaitaient souligner la spécificité de la trajectoire et de la situation québécoises.

29. Les deux derniers colloques internationaux du CRISES, en 2011 et en 2014, ont d'ailleurs révélé des tendances en ce sens. Cf. J.-L. Klein et M. Roy (dir.), *Pour une nouvelle mondialisation. Le défi d'innover*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2013.

30. En lien explicite avec la question de l'innovation sociale, cf. L. Arthur, T. Keenoy, R. Smith, M. Scott Cato et P. Anthony, « L'argent ou l'être humain ? Le potentiel radical de l'économie sociale au Royaume-Uni », in J.-L. Klein et D. Harrisson (dir.), *L'innovation sociale. Émergence et effets sur la transformation des sociétés*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2007, p. 262 et suivantes ; J. Nussbaumer et F. Moulaert, « L'innovation sociale au cœur des débats publics et scientifiques », *ibid.*, pp. 71-88 ; F. Moulaert, « La région sociale dans un monde globalisant », in Klein et Roy, *op.cit.*, p. 383 ; J. Andersen et A. Bilfeldt, « Social Innovation in Public Elder Care : the Role of Action Research », in Moulaert, MacCallum, Mehmood et Hamdouch, *op.cit.*, pp. 320-331 ; L. Arthur, « Reflections on the Form and Content of Participatory Action Research and Implications for Social Innovation Research », *ibid.*, pp. 332-340 ; F. Moulaert et B. Van Dyck, « Framing Social Innovation Research : A Sociology of Knowledge Perspective », *ibid.*, pp. 466-479.

31. F. Moulaert, D. MacCallum, A. Mehmood et A. Hamdouch, « General Introduction : The Return of Social Innovation as a Scientific Concept and a Social Practice », in Moulaert, MacCallum, Mehmood et Hamdouch, *op.cit.*, pp. 2-3.

R · É · S · U · M · É

Si l'expression « innovation sociale » existe depuis plus de deux siècles, elle connaît depuis vingt-cinq ans une montée remarquable. Cet article cherche à situer le moment de l'innovation sociale dans le contexte de l'histoire récente, offrant à la lumière de celle-ci une caractérisation du discours de l'innovation sociale et une interprétation de son déploiement dans des programmes de recherche. L'article propose en outre un bref aperçu de certaines tendances dans la théorie et la pratique de l'innovation sociale qui répondent à une conjoncture historique nouvelle.

Abstract

The Rise of Social Innovation

Although the expression “social innovation” has been around for more than two hundred years, its popularity has risen considerably over the past quarter of a century. This article situates the moment of social innovation in the context of recent history, in the light of which it proposes both a delineation of the discourse of social innovation and an interpretation of its deployment in social research. The article also looks briefly at some tendencies in the theory and practice of social innovation that respond to a new historical conjuncture.